

Société Publique Locale

Pays de Grasse Tourisme

Siège Social : Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp – 06130 GRASSE

PROJET DE STATUTS

SOMMAIRE

TITRE PREMIER :	2
Forme – Objet – Dénomination – Siège – Durée	2
Article 1 - Forme	2
Article 2 - Objet	2
Article 3 - Dénomination sociale	2
Article 4 - Siège social	3
Article 5 - Durée	3
TITRE DEUXIÈME :	4
Capital social – Apports – Actions	4
Article 6 - Formation du capital	4
Article 7 - Capital social	4
Article 8 - Compte courant	4
Article 9 - Modifications du capital social	5
Article 10 - Forme et caractère des actions	6
Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions	6
Article 12 - Libération des actions	6
Article 13 - Cession des actions	7
TITRE TROISIEME	9
Administration et Contrôle de la société	9
Article 14 - Composition du Conseil d'Administration	9
Article 15 - Durée du mandat des administrateurs - Limite d'âge - Cumul de mandats	9
Article 16 - Pouvoirs du Conseil d'Administration	10
Article 17 - Fonctionnement - Quorum - Majorité du Conseil d'Administration	11
Article 18 - Présidence du Conseil d'Administration	12
Article 19 - Comités	13
Article 20 - Censeurs	13
Article 21 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements	14
Article 22 - Direction Générale	15
Article 23 - Signature sociale	16
Article 24 - Rémunération des dirigeants (administrateur, Président, directeur général, directeur général délégué)	16
Article 25 - Conventions réglementées	17
Article 26 - Commissaire aux comptes	17
Article 27 - Représentant de l'État - Information	17

Article 28 - Rapport annuel des élus.....	18
Article 29 - Contrôle exercé par les actionnaires.....	18
Article 30 – Garantie d’emprunt accordée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivité territoriale.....	19
TITRE QUATRIÈME.....	20
Dispositions relatives aux Assemblées.....	20
Article 31 - Dispositions communes aux Assemblées Générales	20
Article 32 - Convocation et réunion des Assemblées Générales	20
Article 33 - Ordre du jour	20
Article 34 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs	21
Article 35 - Tenue de l’Assemblée - Bureau - Procès-Verbaux	21
Article 36 - Quorum - Vote - Effet des délibérations.....	22
Article 37 - Assemblée Générale Ordinaire	23
Article 38 - Assemblée Générale Extraordinaire	23
Article 39 - Modifications statutaires	24
TITRE CINQUIÈME	25
Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats.....	25
Article 40 - Exercice social	25
Article 41 - Comptes sociaux	25
Article 42 - Bénéfices	25
Article 43 - Affectation et répartition des bénéfices.....	25
TITRE SIXIÈME	27
Pertes graves – Dissolution – Liquidation – Contestations.....	27
Article 44 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social	27
Article 45 - Dissolution - Liquidation.....	27
Article 46 - Contestations.....	27
TITRE SEPTIÈME.....	28
Administrateurs – Commissaires aux comptes – Personnalité morale.....	28
Article 47 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce	28
Article 48 - Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société .	28
Article 49 - Formalités - Publicité de la constitution	28
Article 50 - Dispositions diverses	29

Les soussignés :

1° La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président ou son représentant XXX habilitée aux termes de la délibération XXX en date du XX/XX/2024 ;

2° La commune de Grasse représentée par son Maire ou son représentant XXX habilitée aux termes de la délibération XXX en date du XX/XX/2024 ;

Établissent, ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société publique locale qu'ils ont convenu de constituer entre eux en raison de l'intérêt général qu'elle présente.

TITRE PREMIER : Forme – Objet – Dénomination – Siège – Durée

Article 1 - Forme

Il est institué entre les actionnaires ci-dessus mentionnés et de ceux qui pourront l'être ultérieurement, une Société Publique Locale (SPL, ci- après « la Société »), régie par les articles L.1531-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les autres dispositions du même code relatives aux sociétés d'économies mixte locales, par les dispositions du code de commerce applicables aux sociétés anonymes, ainsi que par les présents statuts et par tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie de ses actionnaires, d'assumer la mission d'office de tourisme incluant l'ensemble des missions prévues à l'article L.133-3 du code du tourisme, de promouvoir et développer l'offre et l'attractivité touristique et d'assurer l'animation et l'action touristique du territoire.

A cet effet, la Société peut, en particulier :

- Assumer des missions d'accueil et d'information, de promotion, de communication, de médiation touristique, de commercialisation et de valorisation des intérêts du territoire ;
- Nouer des partenariats avec des acteurs du tourisme, locaux ou non, permettant de valoriser le territoire et de renforcer son activité touristique ;
- Gérer ou contribuer à la gestion des sites et des équipements touristiques ;
- Organiser ou contribuer à l'organisation d'évènements, de fêtes ou de manifestations culturelles ;
- Coordonner les différents intervenants, partenaires et acteurs du tourisme local ;
- Concevoir, en concertation avec les collectivités compétentes, la politique locale du tourisme et la mettre en œuvre ;
- Plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières commerciales, industrielles ou civiles présentant un intérêt pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : Pays de Grasse Tourisme.

Le nom commercial de la Société est : Pays de Grasse Tourisme.

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la

dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le Siège Social est fixé au Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp – 06130 GRASSE. La Société pourra transférer son siège social en tout autre endroit sur le territoire de ses actionnaires en application de la procédure prévue à l'article L. 225-36 du code de commerce pour le déplacement du siège social.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANS (99 ans) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

A défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer les réunions et décisions ci-dessus prévues.

TITRE DEUXIÈME : Capital social – Apports – Actions

Article 6 - Formation du capital

Lors de la constitution, il a été fait apport à la Société de la somme de TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37 000 euros) correspondant à la totalité des actions, et représentant les apports en numéraire composant le capital social réparti comme suit :

Les soussignés apportent en numéraire à la Société :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : la somme de 22 200 € (vingt-deux mille deux cents euros) ;
- La Commune de Grasse : la somme de 14 800 € (quatorze mille huit cents euros).

Article 7 - Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37 000 €). Il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales.

Il est divisé en 12 (douze) actions d'un montant de 3 083,33 € chacune, réparties comme suit :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 60%, soit 7,2 actions ;
- La Commune de Grasse : 40%, soit 4,8 actions ;

Les apports en numéraire seront intégralement libérés sur l'exercice 2025 sur décision du Conseil d'Administration.

Le certificat du dépositaire, avec la liste des souscripteurs et l'indication des sommes versées par chacun d'eux, est annexé aux présents statuts.

Article 8 - Compte courant

Les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L.1522-5 du code général des collectivités territoriales.

Cet article prévoit notamment que l'apport en compte courant est alloué dans le cadre d'une convention expresse entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la Société qui prévoit à peine de nullité :

- 1° La nature, l'objet et la durée de l'apport ;
- 2° Le montant, les conditions de remboursement, éventuellement de rémunération ou de

transformation en augmentation de capital dudit apport.

Article 9 - Modifications du capital social

Article 9.1 - Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi, sous réserve que les collectivités territoriales ou leurs groupements détiennent toujours la totalité du capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration, est seule compétente pour décider de l'augmentation du capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant consenti par une Collectivité Territoriale, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la Collectivité Territoriale concernée se prononçant sur l'opération et dans les conditions prévues à l'article L.1522-5 du code général des collectivités territoriales. Lorsque des apports immobiliers sont effectués, ils sont, conformément à la réglementation en vigueur, évalués par un commissaire aux apports, après avis de l'administration des domaines, et dans le respect des dispositions des articles L.2241-1, L.3213-2 et L.4221-4 du code général des collectivités territoriales.

Article 9.2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre de titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9.3 - Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des Collectivités Territoriales ou leurs groupements devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

Article 10 - Forme et caractère des actions

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement, la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres quel qu'en soit le détenteur.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports au capital.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni ne s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

Article 12 - Libération des actions

Article 12.1 - Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée d'au moins la moitié de la valeur nominale.

Article 12.2 - Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 12.3 - La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins

avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Les versements sont effectués soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet. Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant dans les conditions prévues par la loi.

Cette pénalité n'est applicable aux Collectivités territoriales et Groupements de Collectivités territoriales que s'ils n'ont pas pris, lors de la dernière réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de ladite session ou séance.

Lorsque l'actionnaire est défaillant, il est fait application de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.

Article 13 - Cession des actions

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Toute cession d'action ne peut se faire qu'au profit d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, actionnaires ou non de la Société. Elle est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la Société dans les conditions de l'article L.228.24 du code de commerce.

En plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, toute cession d'action doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la Collectivité territoriale ou du Groupement de Collectivité territoriale concernée. Les mêmes règles sont applicables en cas de d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Tout actionnaire qui souhaite céder ses actions à des tiers doit adresser par lettre recommandée avec AR, une demande indiquant l'identité du ou des cessionnaire(s) ainsi que le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

Le Conseil d'Administration se prononce sur l'agrément à la majorité des administrateurs présents ou représentés dans un délai de TROIS MOIS (3 mois) à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L. 228.23 et suivant du code de commerce.

Si la Société n'agrée pas le ou les cessionnaire(s) proposée(s), le Conseil d'Administration est tenu dans le délai de TROIS MOIS (3 mois) à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions fixées à l'article 1843.4 du code civil.

La décision du Conseil d'Administration d'accorder ou de refuser l'agrément, est notifiée au

cédant par Lettre Recommandée avec AR. Si à l'expiration du délai prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

La cession d'action s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. L'ordre de mouvement est enregistré le jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvement ». Tous les frais résultants du transfert des actions sont à la charge du cessionnaire.

projet

TITRE TROISIEME

Administration et Contrôle de la société

Article 14 - Composition du Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de dix-huit (18) membres au maximum.

A sa constitution, le Conseil d'Administration sera composé de douze (12) membres, répartis de la façon suivante :

- Sept (7) membres pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- Cinq (5) membres pour la Commune de Grasse.

Les représentants des Collectivités Territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'Administration sont désignés par eux et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment de son article L.1524-5.

La proportion des représentants de chacune des Collectivités Territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'Administration, désignés conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, est égale à la proportion du capital détenu par les Collectivités Territoriales, avec possibilité d'arrondir au chiffre supérieur.

Toute Collectivité Territoriale ou groupement a droit à au moins un représentant au Conseil d'Administration.

Conformément à l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités Territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités ou groupements de collectivités territoriales.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale mentionnée à l'article 21 des présents statuts, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Article 15 - Durée du mandat des administrateurs - Limite d'âge - Cumul de mandats

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements doivent respecter la limite d'âge de soixante-quinze ans au moment de leur désignation.

Ces personnes ne peuvent pas être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée délibérante qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes.

Les représentants sortants sont rééligibles.

En cas de vacance de postes, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée qui les a désignés.

Conformément à l'article L.225-94-1 du code de commerce, un administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq Conseils d'Administration ou Conseils de surveillance de Sociétés Anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Article 16 - Pouvoirs du Conseil d'Administration

En application des dispositions de l'article L.125-35 du code de commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'Administration dans la limite de l'objet social dispose notamment des pouvoirs suivants :

- Déterminer des orientations de l'activité de la société et suivi de leur mise en œuvre, arrêter les conditions générales d'intervention de la société au profit de ses actionnaires ;
- Etablir des comptes sociaux et du rapport de gestion ;
- Convoquer des assemblées générales ;
- Autoriser des signatures de contrat à conclure entre la société et l'un de ses actionnaires ;
- Se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la société et régler par ses délibérations les affaires la concernant.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil d'Administration serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Conseil d'Administration se dote d'un règlement intérieur qui précise son fonctionnement et les différentes instances qu'il entend mettre en place pour la préparation et l'exécution de ses décisions.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction Générale de la société tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'Administration peut consentir à un mandataire de son choix, toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres.

Article 17 - Fonctionnement - Quorum - Majorité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou en son absence, par son Vice-Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de trois mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Les administrateurs peuvent participer aux délibérations du conseil (débat et votes) par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Ils sont alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

La survenance de tout dysfonctionnement technique du système de visioconférence ou de télécommunication doit être constatée par le Président du Conseil d'Administration et doit être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion, y compris l'impossibilité pour un administrateur de prendre part au vote en raison du dysfonctionnement.

En cas de dysfonctionnement du système de télécommunication ou de visioconférence, constaté par le Président le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et/ou se poursuivre avec les seuls membres présents physiquement dès lors que les conditions de quorum sont satisfaites.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur QUINZE JOURS (15 jours) au moins avant la réunion par courrier postal ou électronique.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par courrier électronique pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil d'Administration, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

La présence, effective ou par un moyen de télécommunication, de la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas prévus par la loi, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix.

En cas de partage des voix, la voix du président de la séance du Conseil d'Administration est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, côté et paraphé, et tenu au Siège Social conformément aux dispositions réglementaires.

Elles sont, conformément aux dispositions de l'article L.1524-1 du CGCT, communiquées dans les QUINZE JOURS (15 jours) suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département où se trouve le siège social de la société.

Article 18 - Présidence du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il préside les séances du conseil et les réunions des assemblées d'actionnaires.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des actionnaires. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant alors par l'intermédiaire d'un de ses représentants, autorisé à occuper cette fonction par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ou groupement de collectivités territoriales concerné.

Un Vice-Président, élu pour la durée de son mandat d'administrateur peut être désigné par le Conseil d'Administration. Ses fonctions consistent, notamment, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les Assemblées.

Le Président comme le Vice-président doivent respecter la limite d'âge de soixante-quinze ans au moment de leur désignation.

En l'absence du Président et du Vice-Président, un des administrateurs présents pourra être désigné par le Conseil d'Administration pour présider la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration

peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée. Elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Article 19 - Comités

Article 19.1 - Le comité consultatif

Conformément aux dispositions de l'article R.133-19-1 du code de tourisme, le comité consultatif de socioprofessionnels impliqués dans l'économie touristique du territoire et dont les membres sont représentatifs et en exercice dans leur secteur d'activité a pour mission d'aider le Conseil d'Administration dans ses choix et orientations.

Les membres de ce comité consultatif sont désignés par le Conseil d'Administration pour la durée de leur mandat. Ils disposent chacun d'une voix consultative.

Chaque membre peut être révoqué à tout instant par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article R. 133-19-1 du code de tourisme, la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale fixe le nombre des membres de ce comité.

Le mandat des membres du comité consultatif prend fin avec celui de l'assemblée délibérante qui les a désignés.

Le Président du Conseil d'Administration peut être amené, sans justification préalable, à demander aux membres du comité consultatif de se retirer, après avoir pu exprimer leurs positions en la matière, lors des votes à l'Ordre du jour.

Un règlement intérieur sera établi, à l'initiative de la direction générale, afin d'organiser les règles de fonctionnement de ce comité.

Article 19.2 - Création de comités

Conformément à l'article R. 225-29 du code de commerce, le Conseil d'Administration peut décider de la création de comités d'études chargés d'analyser des questions que le conseil ou son Président soumet, pour avis, à l'examen de ces comités, notamment en ce qui concerne le développement et le fonctionnement de la Société.

Le Conseil d'Administration fixe librement leur composition et leurs attributions dans un règlement intérieur qu'il adopte.

Article 20 - Censeurs

L'Assemblée Générale ordinaire peut procéder à la nomination de censeurs choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois ans maximum renouvelables. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice et tenue dans l'année au cours de

laquelle expirent leurs fonctions. Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration.

Les censeurs ne sont pas rémunérés.

Article 21 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements

Selon les dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales qui ont une participation au capital trop réduite, ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe au Conseil d'Administration, doivent se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun, au moins.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'Administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les actionnaires concernés, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit :

- Préalablement aux conseils d'administration pour délibérer sur les questions soumises à l'ordre du jour du Conseil d'Administration ;
- Pour entendre le rapport de son ou ses représentants ;
- Elle se réunit sur convocation de son Président ;
- Soit à son initiative ;
- Soit à la demande de l'un de ses représentants, élu par elle au sein du Conseil d'Administration ;
- Soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée spéciale est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires non directement représentés au Conseil d'Administration.

Article 22 - Direction Générale

Article 22.1 - Choix dans les modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la Direction Générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice incombe au Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Dans le cas où le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction Générale est prise à la majorité de ses membres présents ou représentés. Le changement de modalités d'exercice de la Direction Générale, qui peut intervenir à tout moment, n'entraîne pas de modification des statuts.

Toutefois, à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, de cette modification ne pourra intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires et les tiers si tel était le cas, de cette modification, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 22.2 - Directeur général

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de SOIXANTE-DIX ANS (70 ans). S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à la date du prochain Conseil d'Administration. Il est alors procédé à la désignation du nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment (sous réserve du respect d'un préavis tel que défini par le code du Travail) par le Conseil d'Administration lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration sa révocation donne lieu à des dommages et intérêts sauf cas de faute grave établie.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général représente la société dans ses rapports avec les tiers.

La société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; la seule publication des statuts ne suffisant pas à en constituer la preuve.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération exceptionnelle ou bénéficier d'avantages particuliers, qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter des fonctions dans la Société telles que celles de Président du Conseil d'Administration ou de Président assumant les fonctions de Directeur Général.

Article 22.3 - Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le ou les directeurs généraux délégués ne peuvent être choisis qu'en dehors des administrateurs.

En accord avec le directeur général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Le nombre maximum des directeurs généraux délégués ne peut dépasser cinq.

La rémunération des directeurs généraux délégués est déterminée par le Conseil d'Administration. La limite d'âge applicable au directeur général vise également les directeurs généraux délégués.

Lorsqu'un directeur général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Article 23 - Signature sociale

Tous les actes et engagements concernant la société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le Directeur Général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial expressément désigné par le Conseil d'Administration, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

Article 24 - Rémunération des dirigeants (administrateur, Président, directeur général, directeur général délégué)

Les représentants des collectivités ou de leurs groupements ne percevront pas de rémunération, ni sous la forme de jetons de présence, ni sous aucune autre forme. De même, il ne sera pas versé de rémunération au Président et à l'éventuel Vice-Président.

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, le Conseil d'Administration peut allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs, des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 25 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233- 3 du code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-40 du code de commerce.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225- 38 et suivants du code de commerce.

Article 26 - Commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

La nomination d'au moins un Commissaire aux comptes est obligatoire en application de l'article L.1524-8 du code général des collectivités territoriales.

Article 27 - Représentant de l'État - Information

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les QUINZE JOURS (15 jours) suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département du Siège Social de la société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L.1523-2 à L.1523-4 du code général des collectivités territoriales, ainsi que, le cas échéant, des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux Comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État, dans les conditions prévues par l'article L.1524-2 du CGCT et L.235-1 du code de commerce, il

est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou l'Assemblée Générale.

Article 28 - Rapport annuel des élus

Les représentants des collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires, un rapport écrit sur la situation de la société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées au cours de l'exercice passé.

En outre, un rapport financier annuel est soumis par la société aux organes délibérants des collectivités territoriales actionnaires en application des dispositions de l'article L.133-3 du code du tourisme

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Article 29 - Contrôle exercé par les actionnaires

Les Collectivités Territoriales ou leurs groupements doivent conjointement exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

L'absence d'autonomie de la Société se caractérise ainsi par la mise en place d'un contrôle décisionnel et organique des actionnaires.

Les collectivités et groupements actionnaires ont la faculté d'influencer de manière déterminante tant les objectifs stratégiques que les décisions importantes de la Société par la désignation des membres des organes de direction de ladite société et d'un fonctionnaire de la collectivité chargé de contrôler et d'orienter l'action de celle-ci.

Le contrôle exercé sur la Société est fondé, d'une part, sur la détermination des orientations de l'activité de la société et, d'autre part, sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la société mènera.

A cet effet, et en complément des dispositions légales et statutaires portant sur la représentation des Collectivités Territoriales et le contrôle qu'elles exercent sur la Société, des dispositions spécifiques pourront, le cas échéant, être définies dans un règlement intérieur, et ce, afin de permettre à chaque actionnaire d'être associé aux objectifs stratégiques et aux décisions importantes de la Société.

Les contrats passés entre la Société et ses actionnaires prévoient également les modalités de contrôle de l'actionnaire sur les conditions d'exécution contractuelle.

Le contrôle analogue s'inscrit dans un lien de dépendance institutionnel très fort, « caractérisé », excluant l'autonomie du cocontractant.

La collectivité ou le groupement exerce un contrôle étroit et réel sur les activités de la Société.

Article 30 – Garantie d'emprunt accordée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivité territoriale

Les Collectivités Territoriales ou leurs groupements peuvent accorder leur garantie d'emprunt ou leur cautionnement à la Société dans les conditions prévues aux articles L.2252-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L.1524-6 du code général des collectivités territoriales, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales qui a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire directement représenté au conseil d'administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné, en son sein, par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement. Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

Le délégué peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables et s'assurer de l'exactitude de leurs mentions.

Le délégué rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles prévues pour les représentants au conseil d'administration par le quatorzième alinéa de l'article L.1524-5 du code précité.

TITRE QUATRIÈME

Dispositions relatives aux Assemblées

Article 31 - Dispositions communes aux Assemblées Générales

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les Assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire.

Les Assemblées extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts, et le règlement intérieur s'il en existe un.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Les collectivités ou leurs groupements actionnaires de la société sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur. Chaque délégué peut être désigné par les administrateurs.

Article 32 - Convocation et réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les personnes visées à l'article L. 225-103 du code de commerce.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département, précisé dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par courrier postal ou électronique, adressées à chacun des actionnaires QUINZE JOURS (15 jours) au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'Ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Article 33 - Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolution.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 34 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée. Il n'est tenu compte de ce formulaire que s'il est reçu par la Société trois (3) jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Tout actionnaire peut se faire représenter dans les conditions prévues par le code de commerce, et notamment par un autre actionnaire justifiant d'un mandat. Le mandat est donné pour une seule Assemblée, il peut l'être pour deux Assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze (15) jours. Il vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

La Société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

Article 35 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-Verbaux

Une feuille de présence est émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance.

Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, elle élit elle-même son Président.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau, composé du Président et des scrutateurs, désigne un Secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par décret.

Article 36 - Quorum - Vote - Effet des délibérations

Article 36.1 - Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit par appel nominal ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Le vote ne peut pas s'exprimer au scrutin secret en cas de participation de l'un des actionnaires à la réunion de l'Assemblée par visioconférence ou par un autre moyen de télécommunication.

Article 36.2 - Quorum

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société trois jours (3) au moins avant la date de l'Assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

En cas de dysfonctionnement du système de télécommunication ou de visioconférence, constaté par le Président, l'Assemblée peut valablement délibérer et/ou se poursuivre avec les seuls membres présents physiquement dès lors que les conditions de quorum sont satisfaites.

Lorsque l'Assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorums et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme mandataires.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément aux dispositions du code de commerce et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables. Toutefois, dans le cas où des décisions de l'Assemblée Générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

Article 37 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne relève pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, et le cas échéant, aux comptes consolidés de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'Administration présente à l'Assemblée son rapport, comprenant l'ensemble des informations obligatoires visées par les articles L. 225-100 et suivants du code de commerce, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

A cette occasion, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve également, sur proposition du Conseil d'Administration :

- Le rapport présentant l'ensemble des activités opérationnelles réalisées par la Société au cours de l'exercice social clôturé ;
- Le rapport définissant les orientations stratégiques.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 38 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représente, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital peuvent être apportées par le Conseil d'Administration sur délégation.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représente, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital peuvent être apportées par le Conseil d'Administration sur délégation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première

convocation, le tiers et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Le quorum requis est également du quart.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 39 - Modifications statutaires

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société publique locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

TITRE CINQUIÈME

Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats

Article 40 - Exercice social

L'exercice social a une durée de DOUZE MOIS (12 mois). Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Article 41 - Comptes sociaux

Les comptes de la société sont ouverts conformément au Plan Comptable Général. A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il établit les comptes annuels, qui comprend le bilan qui dresse les éléments d'actif et de passif, faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice et l'annexe complétant et commettant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Ils sont transmis au représentant de l'État, accompagnés, le cas échéant, des rapports du Commissaire aux Comptes, dans les QUINZE JOURS (15 Jours) de leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 42 - Bénéfices

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L232-10 du code de commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, le cas échéant diminués des pertes antérieures, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende statutaire sur le montant libéré et non remboursé des actions.

Article 43 - Affectation et répartition des bénéfices

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé, à peine de nullité de toute délibération contraire, 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE SIXIÈME

Pertes graves – Dissolution – Liquidation – Contestations

Article 44 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une Assemblée Générale Extraordinaire dans les QUATRE MOIS (4 mois) qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L224.2 du code de commerce de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 45 - Dissolution - Liquidation

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions du quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les actionnaires, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Article 46 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la société, relativement aux affaires sociales ou l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social. A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

TITRE SEPTIEME

Administrateurs – Commissaires aux comptes – Personnalité morale

Article 47 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter les actes déjà accomplis par le mandataire pour le compte de la société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société.

En conséquence, la société prendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 48 - Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société

Les soussignés, membres fondateurs de la SPL PAYS DE GRASSE TOURISME au capital de 37 000 € dont le siège social est situé Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp 06130 GRASSE donne mandat à Pascal BROCHIERO pour prendre au nom et pour le compte de la Société, entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

Il est autorisé notamment à effectuer les actes suivants dans le cadre de son mandat et pour le compte de la société :

- Procéder à toutes les formalités d'immatriculation de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations qui précèdent ;
- Prendre toutes décisions, donner toutes autorisations relatives à la constitution de la Société et généralement faire le nécessaire ;
- Prendre tout acte nécessaire à la gestion courante de la décision.

Article 49 - Formalités - Publicité de la constitution

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre de commerce et des sociétés ;

- Payer les frais de constitution ;
- Et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Article 50 - Dispositions diverses

Déclarations des parties sur leur capacité :

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs demeures ou sièges respectifs.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux.

Le XX/XX/2024.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

XXX

SIGNATURE

Pour la Commune de Grasse,

XXX

SIGNATURE